

DROITS DES ASSURÉS SOCIAUX DE LA CASNOS

Des prestations similaires à celles des salariés

L'affiliation des non-salariés à la Casnos et le versement de la cotisation annuelle leur permet, ainsi qu'à leurs ayants droit, de bénéficier d'une couverture sociale tout au long de leur vie, et même après, grâce à l'assurance décès, dont le capital est égal au dernier revenu annuel soumis à cotisation, qui sera versé à leurs ayants droit.

L'assurance sociale. Les prestations de l'assurance maladie concernent la prise en charge des frais de soins de santé, à titre préventif et curatif, en faveur de l'assuré et de ses ayants droit.

L'assurance maternité a pour but la protection de la femme enceinte depuis la première constatation médicale de la grossesse jusqu'à l'accouchement. Elle est destinée à couvrir les frais médicaux liés à la grossesse et à l'accouchement.

Pour l'assurance maladie et maternité, les travailleurs non salariés ne bénéficient pas de prestations en espèces.

Lors du décès de l'affilié, la Casnos verse aux ayants droit un capital décès. Par ailleurs,

les ayants droit perçoivent mensuellement une pension ou allocation de réversion.

L'assurance invalidité. Lorsqu'un assuré est atteint d'une invalidité totale et définitive le mettant dans l'impossibilité absolue de continuer à exercer une profession quelconque, il ouvre droit à une assurance invalidité qui consiste en une pension d'invalidité versée mensuellement. Pour bénéficier de cette dernière, l'adhérent doit remplir les conditions suivantes : le travailleur non salarié doit être atteint d'une invalidité totale et définitive le mettant dans l'impossibilité de continuer à exercer une profession quelconque (1^{er} alinéa de l'article 3

du décret exécutif n°96-434 du 30 novembre 1996) ; l'adhérent susceptible de bénéficier d'une pension d'invalidité ne doit pas avoir atteint l'âge ouvrant droit à une pension de retraite ; et enfin, il doit en outre avoir été immatriculé, au moins, depuis un an à la date de la première constatation médicale de la maladie, de l'accident ou de l'affection ayant provoqué l'état d'invalidité (art. 5 du décret n°85-35 du 09 février 1985).

L'assurance retraite. L'assurance retraite prévoit au profit des adhérents le bénéfice de l'un des deux avantages suivants : une pension de retraite ou une allocation de retraite

Pension de retraite. Le bénéficiaire d'un avantage est subordonné à l'accomplissement de trois conditions :

1. L'âge, 65 ans pour l'homme et 60 ans pour la femme.

Une réduction d'âge d'une année par enfant élevé pendant au moins 9 années et ce, dans la limite de 3 enfants est accordée aux femmes. Une réduction d'âge de 5 ans est accordée au titre de la qualité de moudjahid et une réduction supplémentaire d'une année par tranche d'invalidité de 10%.

2. L'activité, minimum 15 années. Dans des cas particuliers, cette durée est réduite à 7 ans 1/2 dont la moitié a donné lieu à cotisations.

3. Périodes valides. Ce sont les périodes de cotisations. Il y a des périodes dites gratuites, qui sont les périodes de participation à la guerre de Libération ou l'invalidité servie par le ministère.

NB : Les moudjahidine ainsi que les travailleuses non salariées ayant élevé jusqu'à trois enfants bénéficient de réduction de la durée de travail et de cotisation.

La pension de retraite, après le décès du retraité, est reconverte en pension de réversion au profit de ses ayants droit.

Allocation de retraite. Il est institué une allocation de retraite en faveur des travailleurs non salariés qui ne remplissent pas les conditions de travail et de cotisations. Cette prestation est servie dans les conditions suivantes : être âgé de soixante cinq ans et avoir cotisé pendant au moins 5 à 14 ans.

Coordonnées de la direction générale de la Casnos

Adresse : Passage Daguerre (sur le boulevard Mohamed V) à Alger.

Tél. : 021 64 17 37 /

021 64 18 92

Fax : 021 64 33 56

Pour en savoir plus, il faut consulter le site Internet de la Casnos

<www.casnos.com.dz>

COURRIER DES LECTEURS

IRG revu à la baisse

Je voudrais des renseignements sur ce qui a été décidé dans la loi de finances 2008 concernant l'IRG pour les travailleurs actifs ainsi que les retraités. Pourquoi le même barème de l'IRG est appliqué pour les travailleurs actifs et les retraités ? Il y a une aberration, par exemple pour la sécurité sociale, c'est 9% pour le travailleur quand il est actif et que 2% quand il part en retraite. Pourquoi ce n'est pas le même traitement en ce qui concerne l'IRG ? Bizarre, vous ne trouvez pas ? Que font les représentants des travailleurs UGTA s'ils ne défendent pas ce qu'ils sont censés représenter, à savoir les travailleurs ?

RÉPONSE : Selon la CNR, l'application du nouveau barème de l'IRG se fera de la manière suivante : la loi de finances 2008 a introduit un nouveau barème de l'IRG applicable aux retraités. Son application au niveau de la CNR et en direction des retraités interviendra lors du paiement de l'échéance du mois de février 2008 avec effet rétroactif (à compter du mois de janvier 2008). Selon la CNR, la révision du barème de l'IRG consiste à relever le seuil de revenu non imposable de 60 000 à 120 000 DA par année ; réduire le nombre de tranches de revenus imposable de 5 à 3 et baisser le taux marginal supérieur de 40 à 35% ; et supprimer le traitement fiscal basé sur la situation familiale du contribuable.

Ce qui est écrit à ce sujet dans la loi de finances de 2008, parue au JO n°82 du 31 décembre 2007 (site Internet <www.joradp.dz>).

Art. 5. Les dispositions de l'article 104 du code des impôts directs et taxes assimilées sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 104. . L'impôt sur le revenu global est calculé suivant le barème progressif ci-après :

Fraction de revenu imposable (en DA) taux de l'impôt (en %)	
N'excédant pas 120 000 DA/an	0
De 120 001 à 360 000	20
De 360 001 à 1 440 000	30
Supérieur à 1 440 000	35

Nous recommandons à ce lecteur internaute de consulter le site web de la direction générale des impôts (DGI) où il trouvera toutes les informations nécessaires au sujet du calcul de l'IRG, notamment au niveau de la rubrique « Procédures réglementaires /IRG sur traitement et salaire ».

Le barème IRG 2008 est en libre téléchargement sur le site Internet de la DGI : <www.impôts-dz.org>.

Ne nous faites pas écrire ce que nous n'avons jamais écrit !

Dans une de vos précédentes éditions, vous avez informé vos lecteurs, que les retraités bénéficiaient d'une pension mensuelle de 10 000 DA recevant après revalorisation de 4% 10 400 DA et un rappel de 2 400 DA ! Malheureusement, il semble bien que vous avez induit en erreur vos lecteurs puisque l'arrêté du 9/10/07 prévoit que ce taux de 4% s'applique au montant mensuel de la pension découlant des droits contributifs, ce qui donne 68,61 DA par mois, soit une pension de 10 068,61 DA, ce qui est misérable et non conforme à l'esprit et même à la lettre de cette revalorisation.

Maître Bessalem Djaffar

RÉPONSE : Ce lecteur, avocat de

surcroît, nous impute des écrits que nous n'avons jamais... publiés ! L'article que nous avons publié est totalement inspiré d'un texte réglementaire, ainsi que nous l'avons précisé, texte paru au Journal officiel du 20 novembre 2007, le n° 72, et intitulé arrêté du 9 octobre 2007 portant revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale, arrêté signé par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Comme nous n'avons jamais indiqué les montants des pensions revalorisées. Nous reproduisons cet article, au vu de l'important courrier des lecteurs au sujet de la revalorisation 2007 des pensions. Selon l'article 1^{er} de cet arrêté, les pensions et allocations de retraite de Sécurité sociale, prévues par la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, susvisée, sont revalorisées par application d'un taux unique de 4%.

Les coefficients d'actualisation applicables aux salaires servant de base au calcul des nouvelles pensions prévues à l'article 43 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, susvisée, sont fixés selon l'année de référence, conformément à l'annexe jointe à l'original du présent arrêté.

Le taux prévu à l'article 1^{er} ci-dessus s'applique au montant mensuel de la pension et allocations de retraite découlant des droits contributifs. Le montant de la revalorisation résultant de l'application de l'alinéa ci-dessus s'ajoute au minimum légal de la pension et allocations de retraite prévu par la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 et aux indemnités complémentaires prévues par l'ordonnance n° 06-04 du 15 juillet 2006, susvisées.

Le taux prévu à l'article 1^{er} ci-dessus s'applique au montant mensuel de la pension d'invalidité découlant

de l'application de l'article 37 de la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, susvisée. Le montant de la revalorisation résultant de l'application de l'alinéa ci-dessus s'ajoute au minimum légal de la pension d'invalidité prévu par la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983 et à l'indemnité complémentaire prévue par l'ordonnance n° 06-04 du 15 juillet 2006, susvisée.

Les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles sont revalorisées dans les conditions prévues à l'article 1^{er} ci-dessus. Selon l'article 5 de ce même arrêté, le montant de la majoration pour tierce personne attribué aux titulaires d'une pension d'invalidité, de retraite, d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle est revalorisé de 4%.

Pour rappel, le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} mai 2007.

Revalorisation 2007...

Retraité depuis février 2006. Ai-je le droit à la revalorisation des 4% ? Si oui, depuis quand ? Si c'est non, pourquoi ?

RÉPONSE : Oui. L'arrêté ministériel n'ayant été signé qu'en octobre 2007, l'application par la CNR n'a commencé qu'en novembre et décembre de la même année. Il y a un rappel à partir de mai 2007.

...applicable à compter du 1^{er} mai

Etant retraitée depuis le mois de février 2006, j'aimerais savoir si je suis concernée par la revalorisation de ma pension de retraite (4%) pour l'exercice 2007 prenant effet à compter du mois de mai 2007.

M^{me} H. Belkhiri

RÉPONSE : Oui